Le dossier

Le retour du PC époque Marchais?

Depuis son élection à la tête du Parti, le député du Nord Fabien Roussel lui a fait prendre une nouvelle orientation. Les thèmes de la souveraineté, de la sécurité ou de la laïcité ne font plus peur. Un retour aux années 1970-1980 ? PAR HADRIEN MATHOUX

e Parti communiste français n'a pas été l'un des grands vainqueurs des dernières municipales, il ne compte plus un demi-million d'adhérents et ses dirigeants ne vont plus prendre leurs consignes à Moscou. Pourtant, depuis que Fabien Roussel en est devenu par surprise le secrétaire national, en novembre 2018, il y a comme un changement de ton chez les « cocos », certains y voyant un retour aux sources du PCF des années Georges Marchais (qui l'a dirigé de 1972 à 1994) et à son ambition de construire un « socialisme aux couleurs de la France ».

Plusieurs prises de position du nouveau chef des communistes ont attesté l'inflexion. Sur la sécurité, Roussel a marqué les esprits en prenant nettement ses distances avec l'angélisme souvent de rigueur à gauche. Cet été, après l'agression meurtrière contre un chauffeur de bus à Bayonne, il avait appelé la justice à « ne pas trembler pour sanctionner durement les auteurs de cet acte barbare ». Lors de son discours de rentrée à l'occasion de l'université d'été du PCF, à Malo-les-Bains (Nord), le député a placé la sécurité au rang des priorités de son parti : « Éradiquer tous les trafics [...] de drogues, d'êtres humains, d'armes,



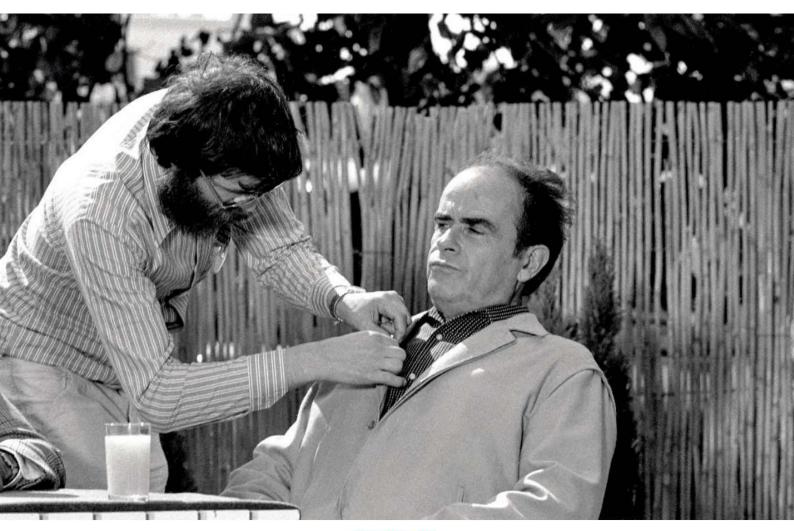
"REPRENONS LE POUVOIR

dans toutes les rues de la République, voilà notre objectif à nous !", affirme Fabien Roussel. Ci-contre, lors de la marche nationale contre le chômage et la précarité, le 1er décembre 2018. d'argent sale... Reprenons le pouvoir dans toutes les rues de la République, voilà notre objectif à nous!»

En matière de défense de la laïcité, on a également connu un PCF plus réservé: après des menaces supplémentaires à l'encontre de la jeune Mila, lycéenne harcelée pour avoir insulté l'islam, le Parti s'est fendu d'un communiqué sans ambiguïté, appelant à « identifier au plus tôt et déférer devant la justice » les « fanatiques islamistes prétendant parler au nom de nos compatriotes musulmans ». Autre moment remarqué, l'intervention d'Amar Bellal, membre du bureau national du PCF, lors d'une réunion de cadres, le 7 novembre : une critique « d'une gauche qui a longtemps sous-estimé le problème que représente l'islamisme sur notre territoire », dénonçant ouvertement l'audition du CCIF (association islamiste récemment dissoute par le gouvernement) au siège du PCF, en 2016, pour conseiller le Parti sur sa politique de lutte contre le racisme. Joint par Marianne, Bellal s'explique : « Il faut mener ce débat délicat sans crisper personne, mais en disant clairement les choses. Avec l'attentat contre Samuel Paty, la gauche a peut-être compris que ne pas prononcer le mot "islamisme" par peur d'être amalgamé au discours lepéniste était un mauvais calcul. »

Fabien Roussel s'est également fait remarquer par un changement de ton, en comparaison avec son prédécesseur Pierre Laurent, au sujet du rapport à la nation. Terminés, les discours lénifiants sur l'Europe sociale: à Malo-les-Bains, le jeune quinqua rappelle que « si on était capable de sauver le climat avec le traité de Lisbonne et le traité de Maastricht, ça se saurait ». En septembre 2019, le Nordiste osait même se prononcer pour « stopper cette immigration organisée par les traités libéraux de Bruxelles qui mettent les salariés en concurrence entre eux ». Quelques jours plus tôt, le communiste avait clos par un discours un colloque consacré à Jean Jaurès, à Toulouse. Sa conclusion formulait une sorte de synthèse de la nouvelle orientation du PCF: « Oui, nous voulons de nouveau voir flotter ensemble le drapeau bleu-blancrouge de la France au côté du drapeau rouge du mouvement ouvrier, défendre un projet de société qui place l'être humain et la planète au cœur de son projet, mais remet aussi, au centre de ses combats, la démocratie et la souveraineté du peuple de France!»

Si ce discours, émanant d'un secrétaire national du PCF, fait lever quelques sourcils, il n'en a pas toujours été ainsi. « *Ce n'est pas un changement de ligne*, se défend



d'ailleurs Roussel auprès de Marianne. Il y a des sujets que nous avons peut-être moins mis en avant dans la période précédente, mais qui sont à nouveau au cœur de l'actualité. » Patriotisme, fermeté sur les sujets régaliens, voire conservatisme, étaient des marqueurs du Parti communiste de Georges Marchais dans les années 1970 et 1980. Ainsi, en 1977, le tonitruant patron du PCF déclarait : « Nous voulons être maîtres chez nous. Nous ne voulons pas que la politique de la France soit faite ailleurs qu'à Paris, nous voulons l'indépendance et la souveraineté », prélude à une campagne présidentielle 1981 construite autour du slogan « Produisons français ». L'affaire du bulldozer de Vitry en 1980 et les propos offensifs de Marchais appelant à « stopper l'immigration officielle et clandestine » achèvent de construire l'image populaire et nationale du PCF de l'époque. Une ligne considérablement amendée dans les années 1990, sur fond de conflit entre la fraction des historiques dénonçant «l'Europe allemande » et les « refondateurs » appelant à une « réorientation progressiste de la construction européenne ». La prise de pouvoir de Robert Hue et la participation des communistes au gouvernement Jospin de gauche plurielle achèveront de faire prendre au parti de Maurice Thorez un virage plus sociétal et moins marxiste.

Mue encore incomplète

L'ascension de Fabien Roussel marque-t-elle un retour du PCF aux années Marchais? «Il faut nuancer, estime Amar Bellal. L'histoire ne se répète pas, le contexte est différent et, surtout, nous refusons d'être renvoyés au passé. » Reste que le changement de ton du nouveau

"NOUS VOULONS ÊTRE MAÎTRES

chez nous, déclarait, en 1977, Georges Marchais. Nous ne voulons pas que la politique de la France soit faite ailleurs qu'à Paris, nous voulons l'indépendance et la souveraineté." Ci-dessus, en 1982, à la Fête de l'Humanité. secrétaire national a bien été noté, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore. Du côté des détracteurs, on trouve sans surprise les trotskistes du Courant communiste révolutionnaire, tendance de l'aile gauche du NPA, qui dénoncent dans leur revue Révolution permanente une « adaptation du PCF à l'agenda réactionnaire du gouvernement » après les déclarations de Roussel sur la sécurité. D'autres, au contraire, s'en félicitent, comme Fadi Kassem, secrétaire national du Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), un mouvement créé en 2004 et composé de membres du PCF dénonçant l'abandon du marxisme-léninisme par le parti de la place du Colonel-Fabien : « Il y a effectivement une certaine inflexion par rapport à la ligne de Pierre Laurent et de Marie-George Buffet, apprécie Kassem. Fabien Roussel utilise le terme de souveraineté, parle d'industrie, il remet au goût du jour l'association du drapeau tricolore et du drapeau rouge. » À l'intérieur du Parti, d'autres approuvent les initiatives du député nordiste, à l'image de Loïc Chaigneau, qui se définit comme un « militant critique » du PCF: « Depuis >

"Avec l'attentat contre Samuel Paty, la gauche a peut-être compris que ne pas prononcer le mot 'islamisme' par peur d'être amalgamé au discours lepéniste était un mauvais calcul."

Amar Bellal, membre du bureau national du PCF

Le dossier



"FABIEN EST **DANS UNE** 'CIRCO' OUVRIÈRE

qui a subi les ravages de la mondialisation, explique un cadre du PCF. Il est évident que les communistes de ces zones-là font entendre un discours différent de ceux qui sont élus en banlieue." Ci-contre. à l'Assemblée nationale, le 24 février.

> deux ans, il y a un changement de ligne qui reflète les attentes de la base militante, juge ce professeur de philosophie. Fabien Roussel parle moins en son nom qu'en tant que porte-parole de cette base, or cela n'avait pas été le cas depuis trop longtemps au PCF ces dernières années. »

es ressorts de cette évolution sont divers. On peut y voir une volonté de démarcation: absents de la présidentielle en 2012 et en 2017, les communistes montrent des velléités de participation à celle de 2022. Et comme Jean-Luc Mélenchon semble décidé à abandonner le sillon républicain et souverainiste de sa dernière campagne... « Sur un plan personnel, Fabien est proche du fils de Georges Marchais, Olivier, avec qui il a milité au sein de l'Union des étudiants communistes », rappelle également Ian Brossat, élu PCF à la Mairie de Paris,

qui relate que Roussel « relit régulièrement les discours de Georges Marchais, que le Parti n'a d'ailleurs jamais renié ». Des explications sociologiques peuvent également être mobilisées: Roussel est député de la 20e circonscription du Nord, à l'électorat populaire, où le RN est puissant. Pour la première fois depuis Waldeck Rochet, le chef du PCF n'est pas un élu de la région parisienne. « Fabien est dans une "circo" ouvrière qui a subi les ravages de la mondialisation, explique un cadre communiste. Il est évident que les communistes de ces zones-là font entendre un

"Roussel reste très flou et n'envisage toujours pas la reconstruction d'un PCF sur des bases marxistesléninistes. Il se borne à évoquer une **'rupture' sans sortie de l'UE."** Fadi Kassem

discours différent de ceux qui sont élus en banlieue. » Roussel ne s'en cache pas, d'ailleurs : « C'est sûr qu'à travers ce discours, on souhaitait redonner envie à un électorat populaire, qui se sent méprisé, de s'engager et de se battre. Le travail du PCF, c'est de reconquérir les consciences car quand ce parti a été fort, il a toujours permis des conquêtes sociales importantes. »

Si ce PC version Roussel offre une tonalité plus ouvriériste que celui de Pierre Laurent, certains

jugent la mue encore incomplète, notamment sur le plan du programme. « Roussel reste très flou et n'envisage toujours pas la reconstruction d'un PCF sur des bases marxistes-léninistes, relève Fadi Kassem. Il se borne à évoquer une "rupture avec les traités européens" sans sortie de l'UE, il n'envisage pas la nationalisation des grands secteurs stratégiques. » Les indécisions et débats qui animent la gauche au sujet de l'Europe, de la laïcité ou des questions sociétales semblent obliger tous ses dirigeants à manœuvrer avec



"NOUS VOULONS **DE NOUVEAU**

voir flotter ensemble le drapeau bleublanc-rouge de la France au côté du drapeau rouge du mouvement ouvrier", atteste le secrétaire national du PCF. Ci-contre, une affiche du Parti datant de 1968.